



Education : les flottements de la méthode Pap Ndiaye

Huit mois après son arrivée Rue de Grenelle, le ministre de l'éducation semble peiner à définir un cap clair. Malgré un sens de l'écoute apprécié des syndicats, il donne parfois l'impression d'avoir peu de marge de manœuvre face à l'Élysée. Analyse. Certains disent qu'il est « prudent », d'autres « timoré ». Certains jugent qu'il « fait un travail de fond », d'autres qu'il « navigue à vue ». Certains affichent leur déception, d'autres attendent encore de voir. Près de huit mois après son arrivée à la tête du ministère de l'éducation nationale, beaucoup d'acteurs du monde éducatif comme du monde politique s'interrogent encore sur la capacité de Pap Ndiaye à endosser son rôle et à peser politiquement, au-delà du symbole que représente la désignation d'un homme noir, « pur produit de la méritocratie républicaine », comme il aime à le rappeler, à la tête d'une des plus grandes administrations de l'État.

La surprise de sa nomination a cédé la place à la perplexité : Pap Ndiaye peine à s'imposer. Le ministre est cerné de toute part, il est vrai. L'extrême droite attend le moindre faux pas pour tenter un procès en wokisme, les enseignants ne lui pardonnent aucune approximation, l'exécutif lui laisse peu – voire pas – de marges de manœuvre, quand ce n'est pas Brigitte Macron qui vient le contredire.

Les premiers pas de Pap Ndiaye en tant que ministre ont laissé des traces. Son silence derrière Emmanuel Macron lors de l'un de ses premiers déplacements à Marseille, en juin, tout comme le discours du chef de l'État devant les recteurs, fin août 2022, ont donné l'impression tenace d'un ministre peu sûr de lui, dans l'ombre d'un président qui décide de tout.

« Une tâche quasi impossible »

À l'inverse de son prédécesseur, Jean-Michel Blanquer, qui possédait déjà une équipe et une idée précise des évolutions à mettre en œuvre, Pap Ndiaye s'est installé Rue de Grenelle sans connaître les arcanes de la machine qu'est l'éducation nationale, sans réseau ni équipe constituée. Le nouveau ministre a appliqué son savoir-faire d'universitaire : prendre le temps de se plonger dans les dossiers, confronter les différents points de vue, notamment à travers des déplacements fréquents sur le terrain. Un procédé à rebours des habitudes politiques et d'une époque marquée par l'immédiateté des réseaux sociaux.

L'historien spécialiste des minorités arrive, et il le sait, à un moment particulier pour l'école française : le malaise dans la profession grandit, après cinq ans entre épidémie de Covid-19 et réformes qui ont épuisé les enseignants. Pis : le métier n'attire plus et le système ne parvient toujours pas à réduire les inégalités de naissance. « Les constats sont durs », a asséné le ministre, dans *Le Monde* le 22 décembre. Une tribune qui a surpris tant sur la forme que sur le fond, sept mois après son arrivée aux manettes. « La tâche du ministre de l'éducation nationale est devenue quasi impossible au vu de l'état de tension de la société et du milieu professionnel », commente un ancien recteur.

La méthode Pap Ndiaye, fondée sur le dialogue et la concertation, a pour ambition initiale de renouer avec une profession traumatisée par les années Blanquer. Cette stratégie teintée de prudence et de discrétion a ses vertus – les syndicats apprécient ce sens de l'écoute, dont ils avaient perdu l'habitude –, mais provoque aussi des moments de flottement. Après avoir qualifié dès septembre le collègue d'« homme malade du système », des mesures devaient être annoncées en novembre avant d'être retardées dans l'attente d'« arbitrages de l'Élysée et de Matignon », a fait savoir l'entourage du ministre aux syndicats. Ces annonces ont finalement eu lieu début janvier et ne concernent que la classe de 6^e, pour une heure supplémentaire de soutien ou de renforcement en français ou en mathématiques. La suite est renvoyée à une concertation ultérieure.

Le chantier des salaires

Concernant le dossier de la mixité sociale sur lequel Pap Ndiaye aimerait imprimer sa marque en parallèle de la feuille de route gouvernementale, le ministre crée aussi de l'attente. Après avoir déclaré à plusieurs reprises que « l'école est injuste pour les pauvres », il doit annoncer sa politique en la matière « courant janvier ». Mais, là encore, la scolarisation de ses enfants à l'École alsacienne – un établissement privé sous contrat élitiste parisien –, sur laquelle il est interrogé à chaque interview, vient troubler le message qu'il souhaite faire passer.

Pap Ndiaye a beau faire, il n'arrive pas à afficher « une ligne claire », de l'avis d'observateurs du système éducatif. Sa méthode atteint déjà ses limites. Le ministre tente depuis janvier de reprendre la main en axant sa politique sur





les « savoirs fondamentaux » . Ses services ont édicté des directives précises sur la dictée en classe de CM1-CM2 , notamment. Une manière de se montrer à la manœuvre sur un sujet qui passionne les Français et rassure les parents d'élèves, mais qui braque les enseignants attachés à leur liberté pédagogique.

Or Pap Ndiaye ne pourra gagner ses galons de ministre que s'il réussit un chantier hautement sensible : la revalorisation salariale des enseignants. Chacun s'attend déjà à des déceptions , au vu de l'ampleur du décrochage depuis des décennies. Le dossier, pour lequel les discussions reprennent entre ministère et syndicats ce 18 janvier, a pâti d'annonces floues, malgré une enveloppe importante de 935 millions d'euros en 2023.

La revalorisation inconditionnelle de 10 % promise par Emmanuel Macron lors de la campagne électorale est devenue « une moyenne » qui touchera avant tout les premières moitiés de carrière à partir de la rentrée 2023. La profession rejette en outre massivement l'idée d'un « pacte » qui doit permettre aux enseignants volontaires d'obtenir une rémunération supplémentaire en contrepartie de nouvelles missions. La réforme des retraites et l'inflation qui grignote toute avancée risquent de compromettre la réussite sur ce dossier. L'heure est venue pour Pap Ndiaye de fendre l'armure.

